

Fond Régional des Territoires

Version 15 septembre 2020

I - CADRE REGLEMENTAIRE

- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 Décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux Aides de Minimis, publiés au JOUE L 352 du 24 Décembre 2013 ;
- Régime d'aide d'Etat n° SA.56985 (2020/N) relative au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises dans le cadre du COVID-19 du 20 Avril 2020
- Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles article L.1511-2 et L.1111-8 et R.111-1
- Règlement Général d'Exemption par Catégorie (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, publiés au JOUE L 187 du 26 juin 2014 ;
- Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;
- Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 ;
- Convention avec la Région Bourgogne-Franche-Comté relative au pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité : fond régional des territoires

II – EXPOSE DES MOTIFS

Dans le cadre de son action en faveur du développement économique de son territoire, la Communauté de communes Serein et Armance s'est engagé en partenariat avec le conseil régional Bourgogne Franche-Comté dans un programme de soutien aux entreprises de 0 à 10 salariés afin de leur permettre de rebondir dans le contexte le pandémie COVID 19 actuel et après avoir vu leur activité fortement réduite au printemps 2020.

Ainsi un dispositif d'aide financière en faveur de l'investissement dans les petites entreprises a été mis en place et sa gestion est assurée par la Communauté de commune Serein et Armance.

Les secteurs d'activités de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat et de la prestation de services peuvent bénéficier de ce soutien dans le respect du présent règlement.

III - OBJECTIFS

Suite à la crise liée au COVID 19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité dans leurs investissements matériels et immatériels.

IV - BENEFICIAIRES

- ⇒ PME au sens communautaire ayant leur siège ou un établissement sur le territoire communautaire¹, et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein.

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminé. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

Sont exclues :

- ⇒ Les SCI
- ⇒ Les entreprises en cours de liquidation
- ⇒ Les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles
- ⇒ Les activités suivantes au sens du code APE : financières et d'assurance, immobilières, d'enseignement, d'administration publique, des ménages en tant qu'employeurs

V - NATURE DE L'AIDE

L'aide est réalisée sous forme de subvention. Un accompagnement ponctuel pourra être proposé par les services communautaires dans la rédaction des documents.

VI - OPERATIONS ELIGIBLES

Projets d'investissement réalisés sur le territoire communautaire⁽¹⁾ ayant pour objet de favoriser :

- ↳ La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- ↳ La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
- ↳ La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
- ↳ La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- ↳ L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

Les investissements portant sur l'immobilier d'entreprise sont régis par un autre règlement d'intervention et donc inéligibles à ce dispositif.

VII – MONTANTS

Le taux d'intervention de la CCSA est de 20 % du coût d'investissement hors taxes (TTC pour les porteurs non assujettis à la TVA). Ce taux pourra être bonifié en fonction de l'intérêt du projet ou en fonction de la commune d'implantation ⁽¹⁾

Le projet d'investissement présenté doit être au minimum de 5 000 € et le montant maximum de subvention attribuable par projet est de 10 000 €.

- (1) Les communes d'Esnon, Brienon-sur-Armançon, Saint-Florentin, Vergigny, Chéu, Jaulges, Villiers-Vineux étant inscrite en zonage Aide à Finalité Régionale, le taux d'aide peut être bonifié de 10% pour les moyennes entreprises et 20 % pour les petites entreprises

¹ Le territoire de la Communauté de Communes Serein et Armance est composé des communes : Beaumont, Bellechaume, Beugnon, Brienon-sur-Armançon, Butteaux, Chailley, Champlost, Chemilly-sur-Yonne, Chéu, Esnon, Germigny, Hauterive, Héry, Jaulges, Lasso, Mercy, Mont-Saint-Sulpice, Neuville-Sautour, Ormoy, Paroy-en-Othe, Percy, Saint-Florentin, Seignelay, Sormery, Soumaintrain, Turny, Venizy, Vergigny, Villiers-Vineux

VIII – CONDITIONS D'ATTRIBUTIONS

Le bénéficiaire doit conserver la propriété des investissements aidés pour une durée minimum de 5 ans à compter du courrier de notification envoyé par l'assemblée délibérante.

Le bénéficiaire s'engage à reverser, à la Communauté de communes, tout ou partie de la subvention dès lors que le bien serait mis à disposition d'une entreprise autre que celle prévue initialement et qui ne répond pas aux conditions du présent règlement.

A ce titre, si le déroulement du programme d'investissement n'est pas conforme aux stipulations de la convention et du règlement, la Communauté de communes peut, à tout moment, suspendre les versements et/ou demander la restitution de tout ou partie des sommes versées.

Sauf dérogations, les sommes versées sont exigibles si :

- Les renseignements ou documents fournis sont reconnus faux ou inexacts et si de ce fait la régularité de l'opération se trouve compromise, même sans intention de nuire de la part du porteur de projet et de l'entreprise.
- Transfert de l'activité principale de l'entreprise ou des investissements aidés pendant une période de 5 ans en dehors du territoire de la communauté de communes, qu'elles qu'en soient les raisons (au prorata du montant non amorti)

Le porteur de projet s'engage à faire figurer sur le panneau de chantiers, en sus du logo de la communauté de communes, la mention suivante « avec le concours de la Communauté de commune Serein et Armance ». Il en sera de même pour celui de la Région Bourgogne-France-Comte qui finance elle aussi ce dispositif.

Le versement de l'aide s'effectuera sur présentation des factures acquittées.

Pour les investissements faisant l'objet, d'un contrat de location de longue durée ou de crédit-bail, la subvention sera versée au crédit bailleur qui devra la restituer au porteur de projet dans le cadre des loyers.

Ce règlement d'intervention est valide jusqu'au 31/12/2021

VIII - DEPOT DU DOSSIER

Préalablement au début du dossier, une rencontre physique entre le porteur de projet et les services communautaires devra être réalisée.

Dépôt d'un dossier auprès de la Communauté de commune Serein et Armance format papier et/ou numérique (economie@cc-sereinarmance.fr) avant l'engagement de l'action en intégrant les pièces ci-après :

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée adressée à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Serein et Armance
- Liste des dirigeants
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation

- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercices clos
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale
- Le présent règlement signé et daté avec la mention « lu et approuvé »

Le démarrage de l'opération ne sera possible qu'après l'accusé de réception du dossier complet.

IX - CONTACTS

Prendre contact avec la Communauté de Communes pour tous renseignements

Adresse : Communauté de communes Serein et Armance
37 Avenue du Général Leclerc
89600 Saint-Florentin

Téléphone : 03.86.80.50.54

Courriel : economie@cc-sereinarmance.fr

Madame, Monsieur _____

Au nom de l'entreprise
_____ ,

Certifie avoir lu et approuvé le présent règlement,

Le _____

Signature du porteur de projet :

DOSSIER DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FOND REGIONAL DES TERRITOIRES

Nom de l'entreprise :

Date d'établissement du dossier :/.../20..

Ce dossier et les pièces jointes sont à adresser à :

Communauté de Communes Serein et Armance

37 avenue du Général Leclerc
89600 SAINT FLORENTIN
economie@cc-sereinarmance.fr

Documents à joindre à votre demande :

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée adressée à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Serein et Armance
- Liste des dirigeants
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercices clos
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale
- Le règlement d'intervention signé et daté avec la mention « lu et approuvé »

PRÉSENTATION DE VOTRE ENTREPRISE

Envoyé en préfecture le 17/09/2020

Reçu en préfecture le 17/09/2020

Affiché le

ID : 089-200067304-20200915-752020-DE

• Identification de l'entreprise

Nom :

Adresse du siège :

Code postal/Commune :

N°SIREN :

Site internet :

Régime juridique :

➔ Adresse de l'établissement concerné par l'opération si différente du siège social :

.....
.....

• Descriptif de l'activité

Activité principale de l'entreprise :

.....
.....
.....

Secteur d'activité :

Code NAF / APE :

Clientèle professionnelle ou particulier :

Nombre de salariés :

• Historique

Date de création de l'entreprise :

Phases notables de développement :

.....
.....
.....
.....

• Information sur les dirigeants

Prénom, Nom du dirigeant :

Contact téléphonique :

Courriel :

.....

DESCRIPTION DU PROJET

Merci de renseigner cette fiche le plus précisément possible afin de définir exactement votre projet – Joindre tout document permettant d'enrichir votre présentation

Intitulé du projet :

Echéance de début du projet :

Echéance d'achèvement du projet :

Descriptif du projet :

.....
.....
.....
.....

Liste des postes de dépenses envisagés pour mener à bien le projet :

.....
.....
.....
.....

Objectifs du projet pour l'entreprise :

.....
.....
.....
.....

- Ce projet est-il destiné à améliorer vos capacités de production ?

OUI

NON

- Ce projet est-il destiné à améliorer vos capacités de commercialisation ?

OUI

NON

Montant d'investissement relevant de l'amélioration de la production :

Montant d'investissement relevant de l'amélioration de la commercialisation :

Montant du cout global envisagé :

Commentaires divers :

Envoyé en préfecture le 17/09/2020
Reçu en préfecture le 17/09/2020
Affiché le
ID : 089-200067304-20200915-752020-DE

DEMANDE D'AIDE POUR LE FINANCEMENT DE L'OPERATION

Je soussigné(e),

NOM :

PRÉNOM :

REPRÉSENTANT(E) :

- sollicite une aide de la Communauté de Communes Serein et Armance et de la Région Bourgogne-Franche-Comté,
- certifie l'exactitude des renseignements figurants dans ce dossier,
- m'engage à informer la Communauté de Communes de toute modification intervenant dans mes éléments ci-dessus mentionnés ainsi que dans les documents joints au dossier,
- m'engage à accepter tout contrôle de la part des représentants de la Communauté de Communes quant à l'utilisation de la subvention obtenue,

Fait le, à

Signature et cachet